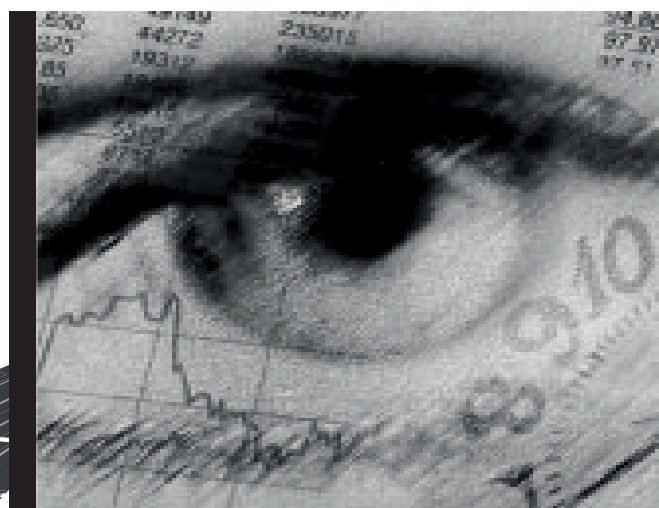




Permanence Droits Sociaux d'Act Up-Paris

Rapport d'activité 2016



Situation arrêtée au 31 décembre 2016



1998-2016

18 ans au service de nos pairs

En hommage aux cofondateurs et aux anciens permanenciers.

Quand en **1998** des membres de la Commission Droits Sociaux gays et séropos prennent la mesure de l'ampleur des difficultés socio-juridiques de leurs pairs : Une allocation, une aide à l'hôpital, une reconnaissance lors d'un décès, une expulsion, des aides sociales qui arrivaient après un décès ; ils décident de créer un nouvel outil animé bénévolement par des PVVIH*.

La Permanence Droits Sociaux des Pairs était née à Act Up-Paris.

Pourtant il aura fallu mener aussi des combats en interne pour que l'outil soit accepté comme faisant partie intégrante des activités de l'association. Certains voyaient dans cet exercice une dilution de l'activité politique au bénéfice d'activités ayant plus trait au traitement de cas individuels.

Sauf que, dans le poids des débats, il avait été mis en avant et en lumière le travail particulièrement notoire de Serge L. de la Commission Prisons qui avait, par le biais d'un seul dossier individuel, établi la prouesse d'atteindre tous les objectifs de la Commission et de l'association sur la thématique et les avait même plus que largement dépassés.

L'outil installé, chacun a trouvé son rôle et sa spécificité.

C'est ainsi qu'au fil des mois, la Permanence a recensé cinq thématiques urgentes qui méritaient d'être politiquement portées en Commission, puis en RH (réunion hebdomadaire-Assemblée permanente d'Act Up-Paris.).

Les membres étaient partis de l'idée qu'il fallait agir sur trois actions : accès aux soins, accès aux droits et en premier à un logement.

Eric D. actupien activiste à la Commission DS et à la Permanence et Conseiller municipal à Clichy (92) a porté le dossier Logement à Bertrand Delanoë, Sénateur de Paris en campagne pour les municipales et ils ont ensemble pensé un outil qui, dès la victoire de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris, se mettra en place en regroupant les associations engagées dans le logement des PVVIH* (actuellement 19 associations) et que nous connaissons sous le nom de PILS (Plateforme inter associative du logement Sida) .

Ce dispositif humanitaire extra légal à l'intention des parisiens a permis de loger des centaines de PVVIH* depuis sa mise en place. Actuellement, Act Up-Paris est le mandataire de la PILS à la Mairie de Paris, et du bailleur 3F.

Notre partenariat en matière de logement à la mairie de Paris a perduré avec l'élection de Anne Hidalgo. Au jour le jour, c'est directement Ian Brossat, son Adjoint chargé du logement, qui supervise ce dispositif.

D'aucuns s'interrogent souvent pourquoi les patients ont subitement disparu de la mosaïque associative à l'arrivée des thérapies de 1996.

Après toutes ces années de désolation et de mort, de solitude et de souffrance, de rejet et de condamnations, cette trêve a été vécue comme une première victoire sur le virus. Et restera la seule jusqu'aujourd'hui.

C'est surtout la promesse de ne peut-être pas mourir demain et de profiter intensément de chaque minute de répit, égoïstement et de manière tellement humaine, qui a conduit la grande majorité des séropositifs militants à baisser les armes et à profiter d'une nouvelle donne.

Une trêve trop courte pour certains, mais toujours pas de guérison. Du reste, le mot guérison est tabou en ce qui concerne le VIH.

Pour trop de vieux séropos la qualité de vie n'est pas toujours au rendez-vous. Un corps qui vieillit infecté et traité depuis 30 ans manifeste constamment ses insuffisances, ses maladies, ses douleurs, vitrine des limites du savoir.

Pourtant nous perdons nos reconnaissances, nos allocations et aides. Nous finissons dans l'éloignement, la maladie, la solitude, la précarité.

Le sida tue toujours. Mais combien de fois ?

En 2016 nous avons reçu 60 nouvelles personnes.

76.66 % ont plus de 40 ans et **55 % ont plus de 50 ans**. Les jeunes de moins de 30 ans ne représentent que 5 % des personnes nouvellement suivies.

Les usagers de la permanence sont de plus en plus âgés.

Nous observons également une augmentation des personnes qui travaillent ou qui sont au RSA, alors que le nombre de personnes à l'AAH* et en invalidité diminue.

Ce qui pourrait apparaître comme une bonne chose le devient moins quand l'on découvre que **45 % n'ont pas de logement** (hébergés ou SDF).

A l'heure où beaucoup, trop souvent, annoncent la fin du SIDA c'est à dire la Victoire Finale ; des malades en AAH ou en Invalidité depuis plus de 20 ans perdent prestations et reconnaissances lors du renouvellement de leur dossier. Le plus souvent au motif que leurs CD4 sont stables et qu'ils ont une charge virale dans la norme.

Les MDPH* de province se montrent particulièrement habiles pour supprimer totalement les aides aux anciens malades.

Nous avons accompagné jusqu'au TCI (*Tribunal du contentieux de l'incapacité*) Marc Sudret qui s'est vu supprimé intégralement sa PCH (Prestation de compensation du handicap) par la MDPH du Lot.

Marc Sudret n'aura en définitive que 3h30 par jour à l'issue de l'audience.

C'est dire que la position de la MDPH du Lot était particulièrement abusive et de la plus mauvaise foi puisque 3H30 par jour, ce n'est pas rien du tout... (voir nos articles sida is disco).

Evelyne Pinelli et son compagnon Renzo auront subis des pressions identiques par la MDPH de l'Yonne. Renzo a eu gain de cause et sa PCH maintenue intégralement après de nombreux échanges avec la MDPH.

Evelyne Pinelli qui n'a plus aucune aide à domicile, elle attend une audience au TCI pour 2017. (Voir sida is disco)

Mais où vont les fonds des AGEFIPH* dont les fonds servent en partie à financer les actions sociales des départements ?

Act Up-Paris est une association de lutte contre le sida issue de la communauté homosexuelle et la proportion des hommes et des femmes suivis à la permanence reste stable depuis sa création : **cette année 81,67 % d'hommes pour 18,33 % de femmes.**

La permanence recense une moyenne de **7 entretiens par mercredi**, en légère hausse par rapport à 2015.

Le mode d'arrivée à la permanence se fait pour 28.33 % par le bouche à oreille, 25 % par les associations et 15 % par l'institution comme les Centres d'action sociale.

Cette année nous avons même eu la surprise d'avoir une assistante sociale du ministère de la santé qui sollicitait notre aide pour l'un de ses patients.

Nous avons eu **240 entretiens cette année pour 104 personnes reçues**. Certaines personnes sont revenues à plusieurs reprises pour traiter leur problème. Les sujets les plus abordés lors des entretiens est toujours le logement qui représente 43 % des sujets abordées.

Viennent ensuite les demandes lies au MDPH* (renseignements, renouvellements, refus, recours, etc..).

Concernant l'emploi des PVVIHs on voit apparaître des contrats en CDD reconduits de semaine en semaine (cas Vincent C.). Difficile dans ces conditions d'obtenir un logement en HLM et encore moins dans le privé.

La PILS Plateforme inter-associative pour le logement sida regroupant 19 associations de lutte contre le sida, fête cette année ses 15 ans.

Ce dispositif dont nous sommes à l'initiative, permet de loger en moyenne par le biais de notre Permanence entre 10 et 15 personnes par an depuis sa création en 2001.

Nous avons traité 32 demandes de logement cette année. **56,25 % concernent des SDF** et 37,5 % des locataires du parc privé parisien.

Le revenu moyen de ces 35 personnes est de 774,74 € ce qui est en dessous du seuil de pauvreté.

Pour la deuxième année consécutive, Act Up-Paris a obtenu le plus de positionnements parmi les autres associations. Pour mémoire, tous les dossiers de toutes les associations sont transmis de manière totalement anonyme à la Mairie de Paris qui sélectionne les dossiers.

C'est donc uniquement la qualité de notre travail qui nous permet d'obtenir des logements.

Cette année en 2017 nous avons été **positionnés 30 fois sur des logements**, soit 30 dossiers à instruire auprès des bailleurs.

En moyenne, il faut donner deux heures par dossier logement : faire un état des lieux, instruire, rencontrer les intéressés, contacter les bailleurs, etc.

Toutes les personnes ne seront pas relogées malheureusement. Pour rappel, 3 personnes sont retenues pour chaque logement et le bailleur social (Paris Habitat, RIVP, SIEMP, etc..) fait un choix. Les deux autres demandeurs retournent dans la liste d'attente. Et il faudra de nouveau instruire pour la prochaine attribution potentielle.

De nos pairs :

Claude est en procès avec son propriétaire du parc locatif privé. Celui-ci l'a expulsé du jour au lendemain en changeant les serrures de son logement. Tout simplement parce que Claude a découvert que son propriétaire percevait directement son APL de la CAF, mais ne l'avait jamais déduite du montant du loyer...

Il dort actuellement à la rue. Nous l'avons orienté vers un nouveau médecin VIH qui l'a pris en charge. Claude comme beaucoup de malades en grande précarité ne prend plus son traitement correctement. Dans certains cas, les malades arrêtent tout suivi médical. Depuis 2 ans nous voyons de plus en plus de malades en arrêt de traitement, parfois en état suicidaire.

Nous ne sommes pas équipés pour répondre à ces profils de patients.

Pascale est inscrite depuis 10 ans comme demandeur de logement. Elle est une personne transgenre et en grande précarité. SDF elle dort ici et là. Quand son état de santé devient trop fragile, elle est hospitalisée. Elle vient d'obtenir un logement et va enfin pouvoir se poser.

Une association mandatée par le bailleur va l'accompagner au quotidien pendant quelques temps afin de s'assurer que la transition se déroule au mieux.

Etre en grande précarité depuis de nombreuses années, vivre dans la rue, rend vulnérable et l'attribution d'un logement est parfois compliquée à gérer.

Pour ceux qui sont locataires du parc privé dont le montant du loyer dépasse leurs ressources, ils se débrouillent par des aides de proches pour survivre en attendant d'être fatalement expulsés.

Jacques 40 ans qui gagne 1200 euros de salaire net par mois a trouvé une solution provisoire pour dormir. Il sous-loue un garage.

D'autres se prostituent par nécessité et non par choix.

Sebastien était la victime d'actes violents d'homophobie dans son quartier du 93. Son courrier était régulièrement ouvert et sa séropositivité étalée au grand jour dans tout le voisinage. Il ne vivait plus dans son logement du 93 depuis plusieurs mois de peur d'affronter chaque jour insultes, menaces et propos de haine .. Nous avons instruit et accompagné sa demande de logement sur Paris. Il vient d'être relogé dans le 3eme arrondissement de Paris. Pour lui une nouvelle page s'ouvre.

En plus, il y a le Chemsex* et tout ce qu'il accompagne.

Observations :

Nous notons 6 refus de logement

- 1 inacceptable de la part d'une personne que nous suivons, les éléments évoqués étaient : logement trop petit, pas l'arrondissement souhaité, etc.

- 1 inadapté personne a mobilité réduite avec un logement proposé sans ascenseur.
- 4 refus par les bailleurs (le bailleur est le seul décisionnaire sur le choix de l'un des candidats sur les 3 candidats proposés par la Mairie de Paris).

Pour la première fois, cette année nous voyons des situations où aucun des 3 candidats proposés par la commission de la mairie de Paris n'a été retenu par un bailleur social.

Le faible taux de relogement de cette année est dû au nombre important de refus des bailleurs sociaux de retenir de candidat dans le cadre de la PILS.

Nous sommes au regret de vous annoncer les 18 ans de la permanence droits sociaux d'Act Up-Paris.

Frédéric COHEN
Resp. Permanence Droits Sociaux
d'Act Up-Paris
Permanence@actupparis.org

Glossaire :

PVVIH : *Personnes vivant avec le virus du SIDA*

Chemsex : *Sexe sous emprise de substances psycho-actives*

PILS : *Plateforme inter-associative pour le logement sida*

AAH : *Allocation Adulte Handicapé*

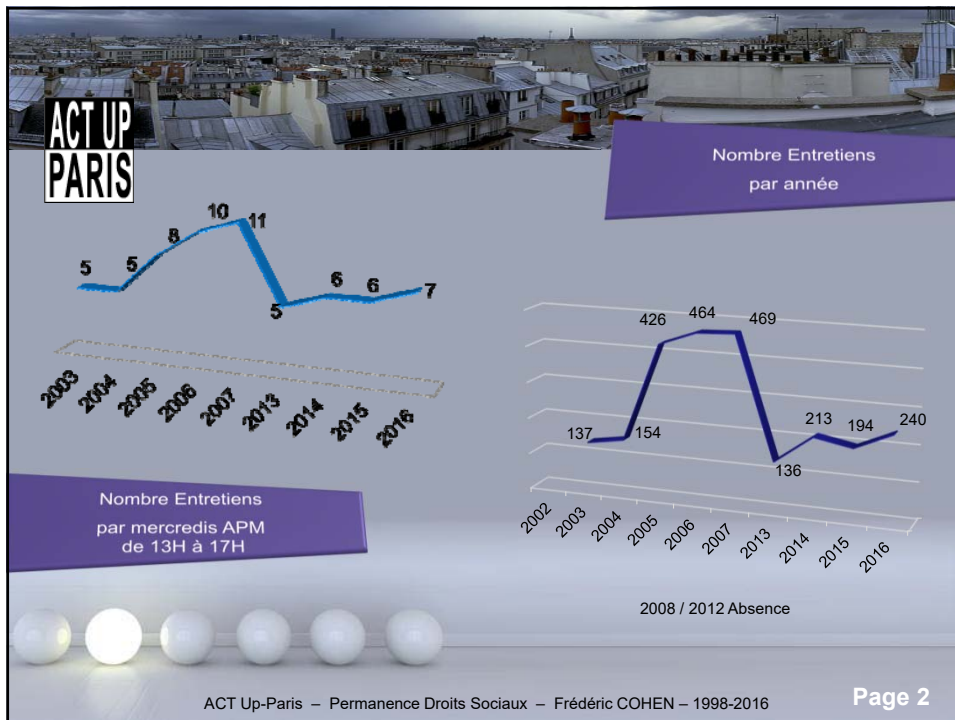
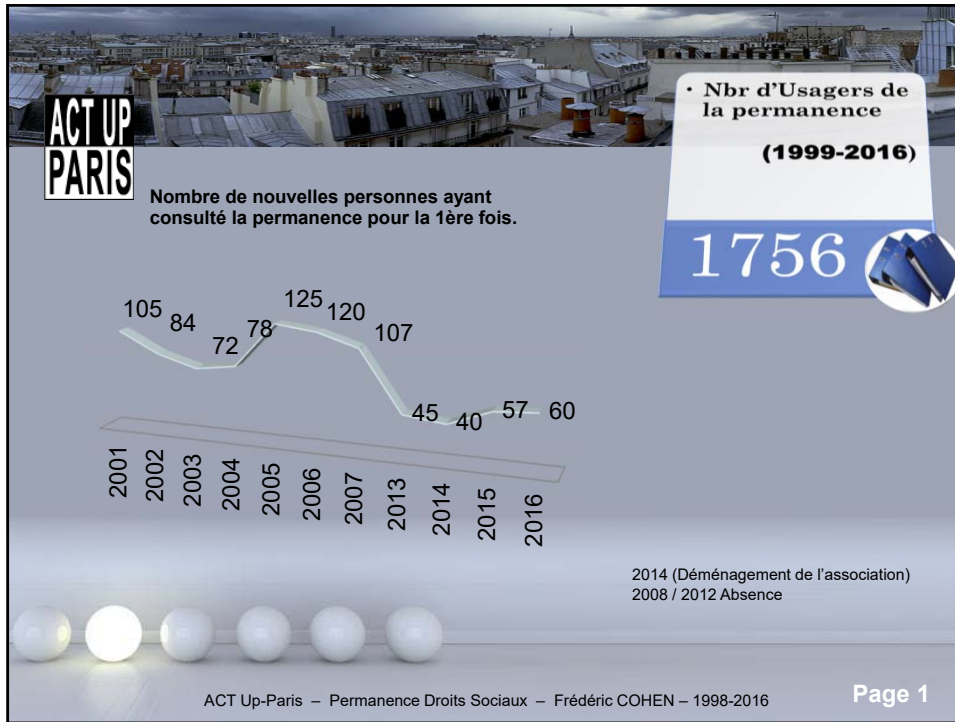
MDPH : *Maisons départementales des personnes handicapées*

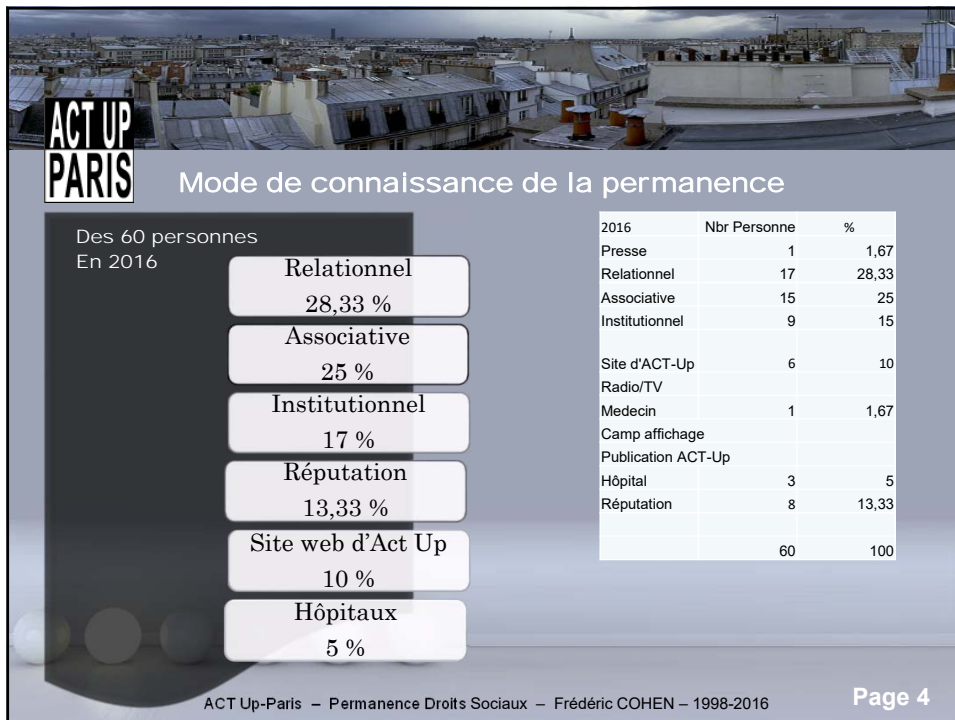
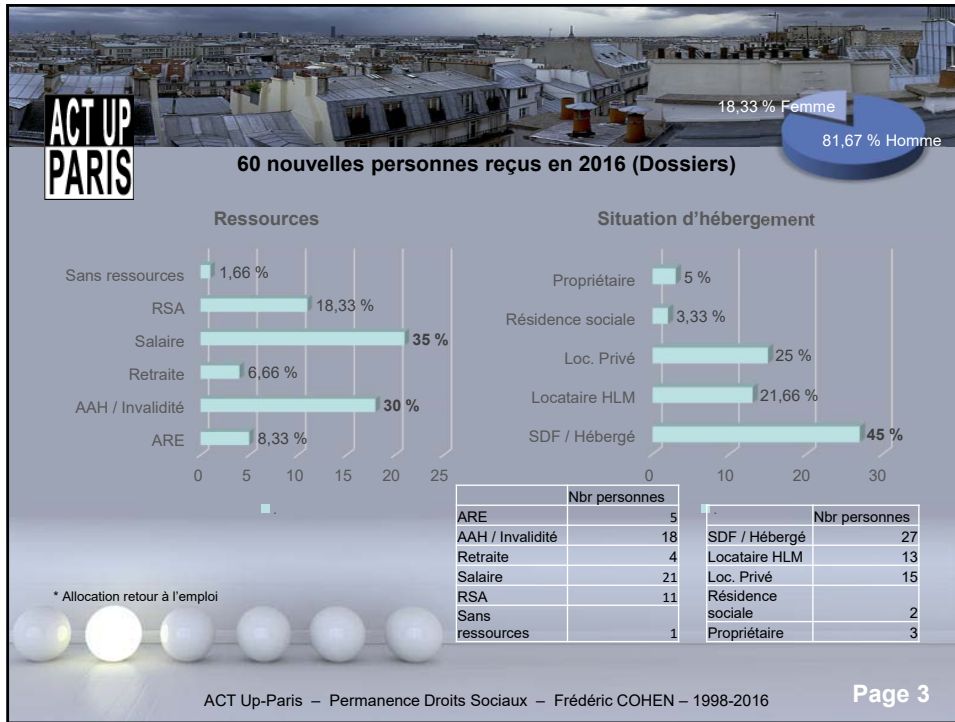
AGEFIPH : *L'**Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées** (ou **Agefiph**) est un organisme paritaire [français](#) institué par la loi du 10 juillet 1987 pour favoriser l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des personnes [handicapées](#) dans les entreprises du secteur privé.*

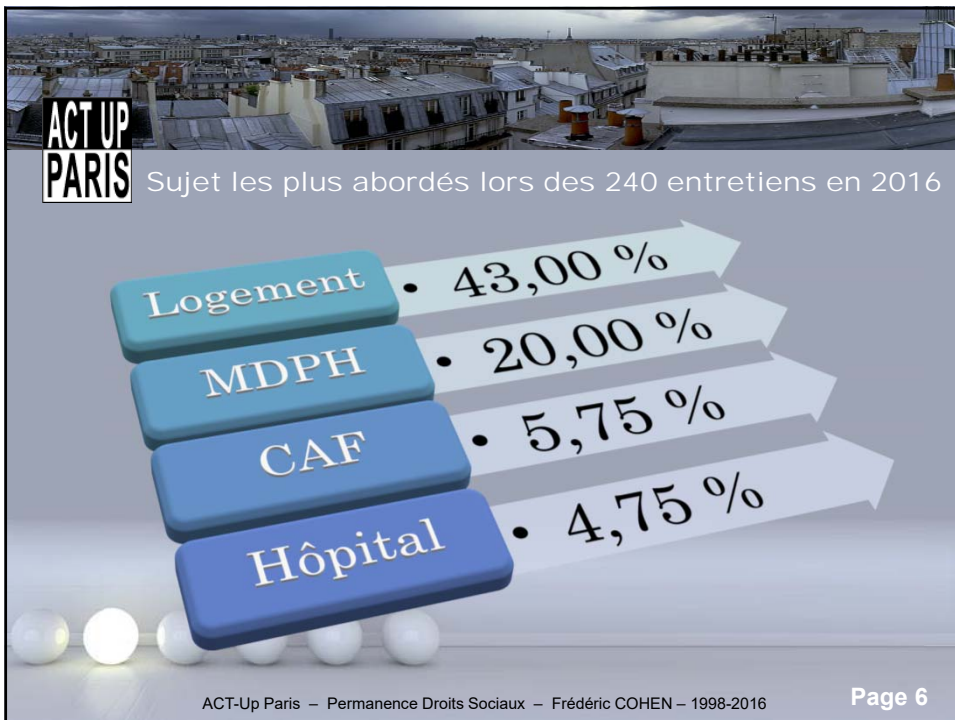
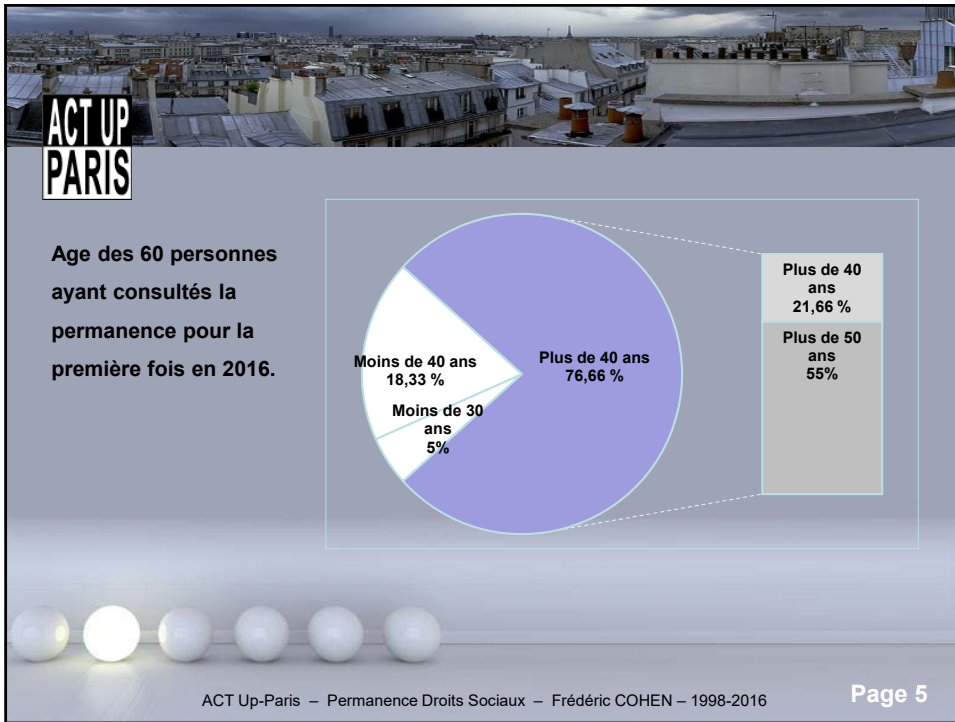
La permanence Droits Sociaux d'Act Up-Paris se tient, de 13 heures à 17 heures et ce chaque mercredi. - sans Rendez-vous - Adresse : Act Up-Paris – 8 rue des Dunes 75019 Paris – Accès : Métro Belleville

Cette permanence gratuite est assurée bénévolement par des PVVIH. Elle a pour but d'accueillir et d'accompagner des personnes séropositives.









**ACT UP
PARIS**

Le Logement La PILS 15 ans !



MAIRIE DE PARIS



Situation arrêtée au 31 décembre 2016



**ACT UP
PARIS**

Logement - La PILS

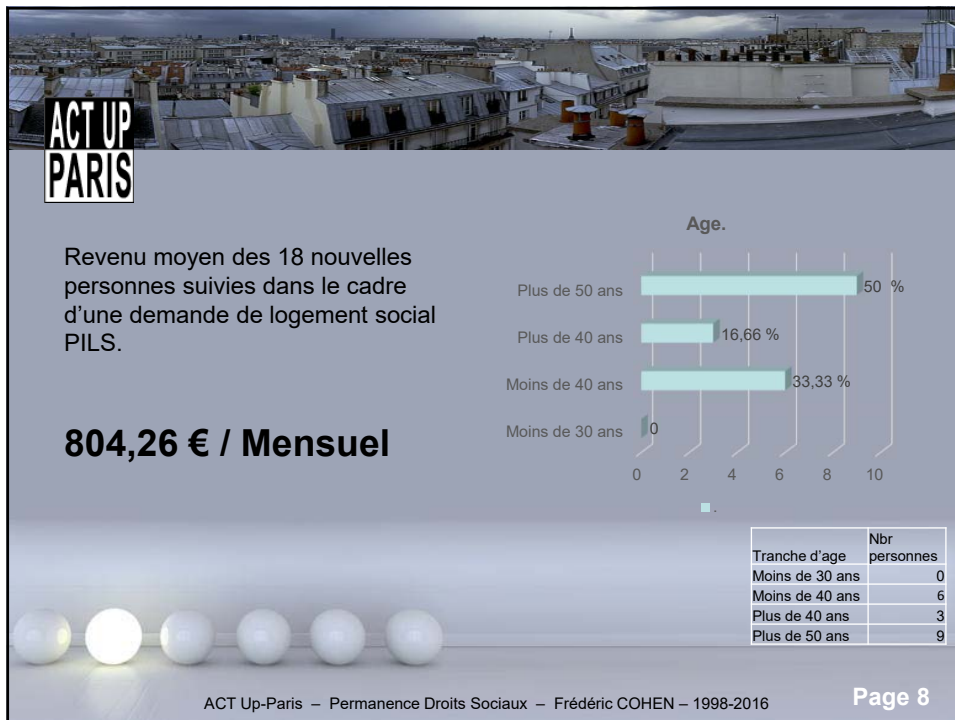
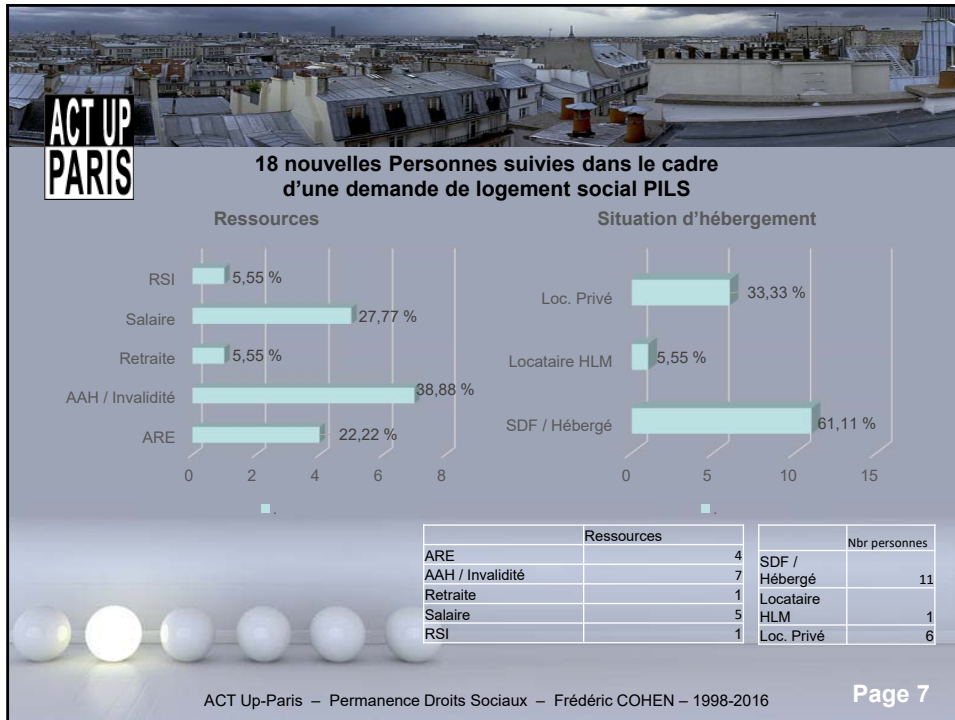
15 ans !

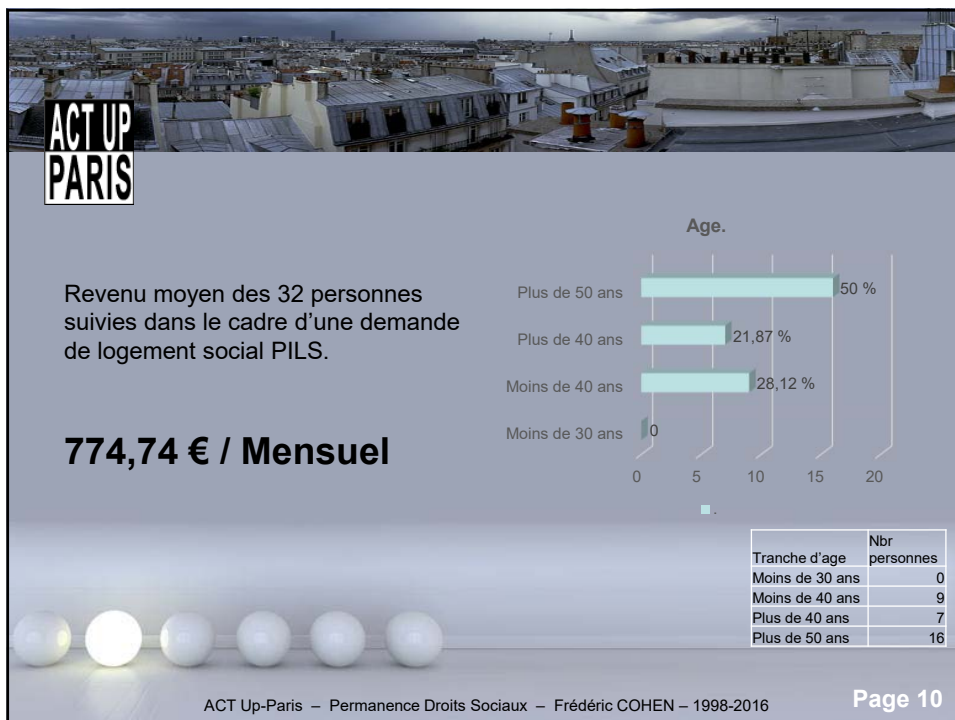
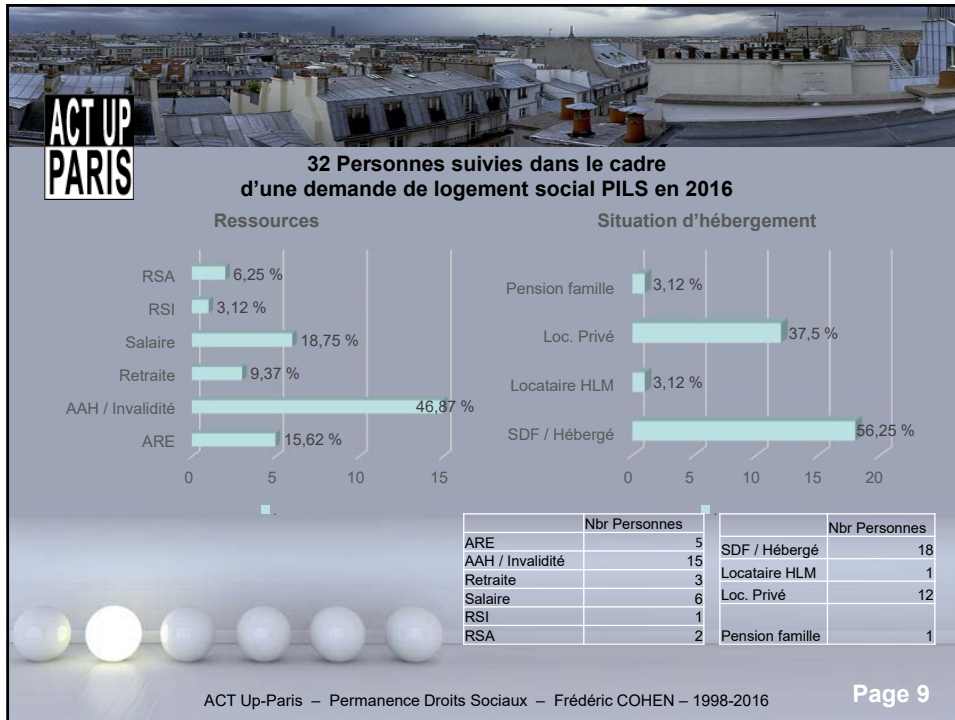


Créée en février 2001, la PILS (Plateforme Inter-associative pour le Logement SIDA) regroupant 19 associations, s'inscrit dans la lutte menée dès les années 80 pour défendre le droit, les attentes et les besoins des personnes atteintes par l'infection du VIH.



ACT-Up Paris – Permanence Droits Sociaux – Frédéric COHEN – 1998-2016







**ACT UP
PARIS**

**SIDA
DROITS
MALADES
PRÉCAIRES**

Besoin d'aide ?
Permanence Droits Sociaux
Tél : 07.82.66.60.47 - permanence@actupparis.org
SÉROPOS, NE RESTONS PAS SEULÉS FACE À NOS DROITS !

LOGEMENTS PRESTATIONS
SOCIALES MUTUELLES ALLOCATIONS
ADULTES HANDICAPÉS PRISE EN
CHARGES À 100% ASSURANCES
ALLOCATIONS ADULTES HANDICAPÉS
PRESTATIONS SOCIALES MUTUELLE
ALLOCATIONS FAMILIALES
PRISE EN CHARGES À 100%
SURENDETTEMENT ASSURANCES
CAF LOGEMENTS MUTUELLES

**ACT UP
PARIS**

Frédéric COHEN
Responsable Permanence
Droits Sociaux d'ACT-Up Paris
permanence@actupparis.org



ACT Up-Paris – Permanence Droits Sociaux – Frédéric COHEN – 1998-2016 Page 11

Annexe

Situation arrêtée au 31 décembre 2016



Les dossiers

60 Nouveau(x) dossier(s) en 2016

Un dossier est égal à une personne

Homme	49	81,67%
Femme	11	18,33%

Presse	1	1,67%
Relationnel	17	28,33%
Associative	15	25,00%
Institutionnel	9	15,00%
Site ActUp	6	10,00%
radio		

Medecin	1	1,67%
Camp affich ActUp		
Publications ActUp		
Hopital	3	5,00%
reputation	8	13,33%
TV		

1343 Dossier(s) ouvert(s) depuis 1998

Homme	1023	76,17%
Femme	320	23,83%



Les rendez-vous

Situation arrêtée au 19/12/2016

CPAM rdv : 3	0,75%
---------------------	--------------

Indemnités Journalières	3	37,50%
Invalité	3	37,50%
Accès aux soins		
IJ ALD 30	2	25,00%
Refus Arrêt Maladie		
Refus Prise en charge		
Secours exceptionnel		0,00%
Autres		
Recours / Indus		
Infos convocation		0,00%
Modif de situation		

MDPH rdv : 80	20,00%
----------------------	---------------

AAH	58	24,27%
ACFP		
ACTP		
Carte d'Invalité	55	23,01%
Infos convocation	7	2,93%
Majoration vie autonome	1	0,42%
Complement de ressource	7	2,93%
Fonction Publique		
Prestation de compensation	5	2,09%
RQTH	16	6,69%
Renseignements	61	25,52%
Délais Anormaux	5	2,09%
Recours Amiable	15	6,28%
Reclassement Professionel	1	0,42%
Autres	1	0,42%
Macaron GIC	4	1,67%
Infos visite à domicile	3	1,26%

Discrimination rdv : 7	1,75%
-------------------------------	--------------

Discrimination	3	27,27%
Discrimination S+	2	18,18%
Homophobie	6	54,55%

DDASS rdv :	
--------------------	--

Plainte AAD		
Plainte MDPH		
Informations		
Autres		

DIVERS rdv : 22	5,50%
------------------------	--------------

Divorce	1	4,35%
Héritage		
Transfusion		
Affaire Judiciaire	9	39,13%
Autres	8	34,78%
Minimum Vieillesse	5	21,74%
Transport aérien/ ferrovière		

DROIT du TRAVAIL rdv : 16	4,00%
----------------------------------	--------------

Discrimination séro +		
Discrimination	4	14,81%
Fonction Publique	3	11,11%
Informations	9	33,33%
Licenciement	3	11,11%
Mi-Temps thérapeutique	4	14,81%
Prud'hommes	1	3,70%
Stages	2	7,41%
Assedic		
Autres	1	3,70%
Reclassement Professionel	7	25,93%

ENFANTS rdv : 1	0,25%
------------------------	--------------

Enfants	1	100,00%
---------	---	---------



Situation arrêtée au 19/12/2016

Les rendez-vous

HÔPITAL rdv : 19	4,75%
-------------------------	--------------

Difficultés avec le Personnel		
Mal Bouffe		
Douleur		
Vie Privée		
Dispensation Médocs		
Hygiène		
Refus de soins		
Autres		
Informations	6	25,00%
Certif. MDPH Incomplets	18	75,00%

MAIRIE rdv : 13	3,25%
------------------------	--------------

Aide Financière	7	29,17%
Audience Elus	3	12,50%
Carte Améthyste	8	33,33%
Allocation Ville de Paris	5	20,83%
Autres	1	4,17%

PACS rdv : 1	0,25%
---------------------	--------------

PACS	1	100,00%
------	---	---------

SURENDETTEMENT rdv : 7	1,75%
-------------------------------	--------------

Surendettement	7	100,00%
----------------	---	---------

TRESOR PUBLIC rdv : 8	2,00%
------------------------------	--------------

Recours Impôts IR	1	12,50%
recours Impôts Foncier		
Recours Taxe Habitation	1	12,50%
Recouvrement APHP		
Informations	6	75,00%

LOGEMENT rdv : 172	43,00%
---------------------------	---------------

Infos Logement	78	26,17%
Prépa Doss. Logement	38	12,75%
Actus Doss. Logement	80	26,85%
Expulsion	15	5,03%
FSL	6	2,01%
Impayés	5	1,68%
Hôtel Social	6	2,01%
ACT Médiation		
ACT	3	1,01%
Dossier Bailleur	32	10,74%
Domiciliation	30	10,07%
Autres	5	1,68%

MEDECIN DE VILLE rdv : 9	2,25%
---------------------------------	--------------

Problèmes d'écoute	1	9,09%
Difficultés arrêts maladie		
Difficultés certif. médicaux	2	18,18%
Certificats MDPH Incomplets	8	72,73%
Problèmes de soins		
Autres		







SORTIE DE PRISON rdv :


Accès aux soins		
Allocations / Ressources		
Renseignements Juridiques		

TUTELLE rdv : 1	0,25%
------------------------	--------------

Tutelles	1	100,00%
----------	---	---------

- 18 Dossier(s) en attente d'une attribution de logement pour Actup Paris au 02/01/2017.
- 18 Nouvelle(s) demande(s) de logement déposées en 2016 . Comptabilisée(s) dans les dossiers "En cours"
- 14 Propositions Rang 1 dont 2 Rangs remontés (R+), faite(s) par la Mairie de Paris en 2016. Pourcentages exprimés par rapport au nombre total de propositions, tous rangs confondus.
- 6 Refus, suite à une proposition d'un logement. Pourcentages exprimés par rapport au nombre total de d'Actup Paris
- 2 Dossier(s) ayant reçu une proposition de logement et dont la signature bail est en cours.
- 6 Signature de Bail effective. Pourcentages exprimés par rapport au nombre total de "propositions Rang 1 & R+" d'Actup Paris dont 2 signatures d'après des propositions de 2004

	18 En cours
	18 Déposée(s) en 2016
	14 Proposition(s) R1 & R+ 46,67%
	6 Refus 42,86%
	2 Signature Bail en cours
	6 Signature Bail

	14 Proposition(s) R1 & R+ 46,67%
--	---

Rang 1 :	12	40,00%
Rang 2 :	8	26,67%
Rang 3 :	10	33,33%
Rang 4 :	0	0,00%
Rang R+ (remontés en Rang 1) :	2	11,11%


Détails des logements proposés par catégorie, tous rangs confondus.

Chambre	0	0,00%	F3	0	0,00%
Studio	0	0,00%	F4	0	0,00%
F1	10	33,33%	F5	0	0,00%
F2	20	66,67%	Non communiqué	0	0,00%

Détails des logements proposés par arrondissement, tous rangs confondus.

75001	0	0,00%	75011	2	6,67%
75002	0	0,00%	75012	0	0,00%
75003	0	0,00%	75013	4	13,33%
75004	0	0,00%	75014	3	10,00%
75005	0	0,00%	75015	5	16,67%
75006	0	0,00%	75016	0	0,00%
75007	0	0,00%	75017	4	13,33%
75008	0	0,00%	75018	2	6,67%
75009	0	0,00%	75019	2	6,67%
75010	0	0,00%	75020	8	26,67%

Arrondissement non communiqué 0 0,00%

	6 Refus 42,86%
---	-------------------------

Détails des refus suite à une proposition.

Inadapté.	1	16,67%
Refus d'humeur.	1	16,67%
Refus bailleur.	4	66,67%
Multiproposition.	0	
Décédé.	0	
Hospitalisé.	0	
Pas reçu bon de visite.	0	
Problèmes Judiciaires.	0	